



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours

30 Route des Volcans
Charlon
63230 Saint-Ours

Références : 20241224-RAP-63-1298-paprec_VF.odt
Code AIOT : 0005600426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours implanté LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours
- LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours
- Code AIOT : 0005600426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise PAPREC AUVERGNE ECHALIER a bénéficié d'un arrêté d'autorisation n° 12/02236 du 13 novembre 2012 modifié par APC n° 15/01621 du 19/11/2015.

Le site est autorisé pour les activités suivantes :

- activité de récupération des métaux,
- centre de VHU (véhicules hors d'usage) et magasin,
- récupération et traitement des déchets banals,
- activité DEEE,
- regroupement et transit de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	nature et quantité des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.1	Mise en demeure , déchets, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant,	2 mois
2	stockage des déchets hiérarchie des modes de traitement	Code de l'environnement du 25/11/2021, article L.541-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 10.2.1.2	Demande d'action corrective	4 mois
7	respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	suivi PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
14	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
16	entreposage des batteries au lithium	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I art 41	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.4.2	Sans objet
4	admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 2.1.3	Sans objet
5	accident feu batterie du 23/08/2024	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 2.5.1	Sans objet
9	gestion des opérations d'oxydodécoupe	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 3.1.1	Sans objet
10	gestion d'opérations à risque	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.3.2	Sans objet
11	plainte	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 5.1.5 et 6	Sans objet
15	exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la disposition contrôlée et indiquée ci-après :

• **nature et quantité des déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012 article : 1.4.1 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure**

L'exploitant devra également mettre en place un plan d'actions correctives sur les thématiques :

- **respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets issus de la collecte sélective,**
- **reporting des analyses PFAS sous GIDAF,**
- **suivi des rejets aqueux,**
- **renforcement des moyens de lutte et défense incendie,**
- **stockage des batteries lithium issues des VHU.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantitatif
Prescription contrôlée :
liste des installations concernés par les rubriques ICPE

Article 1.4.1 de l'AP du 13 novembre 2012

tableau de classement qui fixe les volumes de déchets autorisés sur site :

rubrique 2714 :

Déchets hors bois **4 600 m³** ;

bois 800 m³;

pneus en transit 600 m³;

caoutchouc 200 m³

poudrette 200 m³

total :6 400 m³

huiles alimentaires 300 m³ max

déchets dangereux 2718 : 200 t

D3E 2711 : inférieur à 1 000 m³

Constats :

En séance, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un état des stocks de déchets au moment de la visite, avec un focus sur la rubrique 2714. En date du 16/12/2024, l'exploitant a transmis un inventaire des stocks. Au regard des éléments transmis, le volume des stocks autorisés est dépassé, compte tenu du surplus de déchets non admissibles provenant du site de Clermont-Fd (soit un total de 16 000 m³, dont 8 000 m³ de collecte sélective, pour un volume de 6 400m³ autorisés).

Selon Paprec, les chargements contenant plus de 10% de non-conformités et ceux contenant des DASRI peuvent être déclassés. Paprec échange avec le Valtom pour trouver des exutoires adaptés aux déchets non admissibles.

D'après Paprec, la filière bois est engorgée, provoquant temporairement un dépassement des seuils sur le stockage du bois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour respecter les seuils des volumes de déchets pour la rubrique 2714 (ceux de la filière bois et les autres déchets issus de la collecte sélective).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, **Mise en demeure**, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Stockage des déchets - hiérarchie des modes de traitement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/11/2021, article L.541-1

Thème(s) : Risques accidentels, hiérarchie des modes de traitement

Prescription contrôlée :

L.541-1:

I. - La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un levier essentiel de la transition vers une économie circulaire. Ses objectifs, adoptés de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II,

II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet :

<p>2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :</p> <p>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</p> <p>b) Le recyclage ;</p> <p>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</p> <p>d) L'élimination ;</p> <p>3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;</p> <p>4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage des déchets non admissibles provenant du centre de tri trivalo (Clermont-Ferrand) ne permettent pas le respect de la hiérarchie des modes de traitement. En effet, des déchets issus de la collecte sélective se retrouvent fortement souillés lors de leur entreposage sur le site St-Ours, et ne peuvent donc plus être recyclés ou valorisés, ce qui est contraire aux dispositions législatives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra prendre les dispositions pour respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets entreposés sur son site de Saint-Ours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, déchets, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, typologie des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déchets admissibles sur le centre de transit de déchets dangereux (DID) :</p> <p>liquides inflammables,</p> <p>déchets d'aérosols,</p> <p>liquides combustibles (huiles),</p> <p>acides,</p> <p>bases,</p> <p>déchets contenant des produits toxiques ou des emballages ayant contenu des produits toxiques,</p> <p>des ampoules contenant des traces de mercure,</p> <p>des piles,</p> <p>des boues d'affûtage et d'émoultures,</p> <p>des condensateurs issus de démantèlement D3E,</p> <p>des batteries de VHU et en provenance des garages,</p>

des matériaux solides souillés.
Constats : En séance, l'exploitant a utilisé l'outil trackdéchets, pour la consultation des derniers bordereaux de suivi des déchets concernant la réception de batteries lithium. Ces documents sont correctement renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 2.1.3 de l'AP du 13 novembre 2012 Avant réception d'un déchet, un accord commercial avec le producteur ou le détenteur de déchets devra préalablement définir le type des déchets livrés. Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont-basculé agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique. Un contrôle visuel des déchets réceptionnés doit être systématique afin de vérifier la conformité avec le bordereau de réception. La réception des déchets dangereux répond à une procédure spécifique en sus de celle décrite ci-dessus : <ul style="list-style-type: none"> • seconde phase de vérification de la qualité de l'emballage, faisant suite à une phase de réception lors de la collecte chez le client, • confirmation de l'identification du type de déchet et enregistrement dans un logiciel dédié, • mise en quarantaine en cas de doute et pendant une période de recherche Pour chaque flux de déchets entrants, il est systématiquement établi un bordereau de réception et les renseignements minimums suivants sont consignés sur un registre :
Constats : Le pont bascule a été contrôlé le 23 juillet 2024. Le justificatif est présenté en séance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accident feu batterie du 23/08/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration et rapport
Prescription contrôlée : Déclaration et rapport L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature

<p>à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'accident, a été transmis à la DREAL par mail en date du 27/08/2024.</p> <p>L'exploitant a déclaré un départ de feu le 23/08/2024. Il s'agit d'un feu de batteries de vélo au lithium contenu dans un fût métallique sur le site de l'entreprise. Le rapport d'accident précise « A 13h20, un départ de feu a eu lieu au niveau d'un fût de batteries en lithium. La responsable a percuté des extincteurs. Les pompiers sont arrivés sur site à 13h55. A 14h38 les pompiers ont arrosé le fût et à 14h54. Le fût a été immergé dans un GRV rempli d'eau par un conducteur d'engin permettant de terminer l'extinction. »</p> <p>Le surfût a été mis dans une zone de l'entreprise à l'air libre sous surveillance d'une caméra thermique. Des rondes ont été effectuées par le personnel de l'entreprise jusqu'à l'enlèvement des déchets. Les fumées se sont dirigées verticalement vers une zone dégagée, aucun blessé.</p> <p>Une analyse d'eau a été réalisée au niveau de l'eau contenue dans le GRV et le déchet a été traité vers une filière agréée.</p> <p><u>Analyses des causes :</u> Hypothèse d'une auto-inflammation d'une ou plusieurs batteries au lithium. Les batteries ont été regroupées dans le fût le matin du jour de l'incendie.</p> <p>Les batteries usagées au lithium sont placées dans des sachets plastiques zippés avant d'être déposés dans un fût avec la vermiculite.</p> <p>Les fûts sont stockés, à l'abri sous un auvent.</p> <p><u>REX incendie</u></p> <p>La détection du départ de feu a été très rapide. Le transfert s'est fait à l'extérieur et éloigné des autres matières. Il n'y pas eu de dégâts ou victimes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 10.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets.</p> <p>Pour les deux points de rejets des eaux pluviales dans le réseau, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité de ces eaux une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent.</p> <p>Les prélèvements seront réalisés lors d'épisodes pluvieux significatifs. Pour chaque point de rejet, il sera effectué un échantillon moyen sur au moins 24 heures en fonction du débit de rejet. Le rejet n°1 est équipé d'un point de prélèvement de type canal ouvert (canal jaugeur ou seuil déversoir), permettant l'installation d'une sonde de mesure de débit et d'un préleveur automatique. Au</p>

niveau rejet n°2, le préleveur automatique est asservi à la pompe de relevage utilisée pour refouler les eaux du bassin de stockage vers le réseau d'assainissement.

Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'Inspection des Installations Classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour une période de dix ans.

[...]

Constats :

Les derniers prélèvements sur les eaux pluviales ont été réalisés le 3 avril 2024 et 28 novembre 2024. Un contrôle inopiné a été réalisé le 2 décembre 2024 par DEKRA. La fréquence semestrielle n'est pas respectée, même si trois analyses ont été réalisées sur 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respecter la fréquence de contrôle pour l'autosurveillance 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales après traitement doivent respecter avant leur rejet vers le réseau les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Rejet n°1	Rejet n°2
pH	compris entre 6,5 et 8,5	compris entre 6,5 et 8,5
température	< 25 °C	< 25 °C
Couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange)	< 100 mg/Pt/l	< 100 mg/Pt/l
Matières en Suspension Totales	< 35 mg/l	< 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté)	< 30 mg/l	< 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	< 125 mg/l	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Azote global	< 30 mg/l	< 30 mg/l
Phosphore total	< 10 mg/l	< 10 mg/l
Chrome	< 0,1 mg/l	< 0,06 mg/l

Cuivre	< 0,5 mg/l	< 0,06 mg/l
Nickel	< 0,5 mg/l	< 0,03 mg/l
Zinc	< 2 mg/l	< 0,5 mg/l
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	< 2 mg/l	< 0,6 mg/l
Plomb	< 0,5 mg/l	< 0,15 mg/l
Manganèse	< 1 mg/l	< 0,5 mg/l
Etain	< 2 mg/l	< 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Cadmium	< 0,1 mg/l	< 0,0015 mg/l
Mercure	< 0,01 mg/l	< 0,001 mg/l
Molybdène	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Cobalt	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Arsenic	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Sélénium	< 0,01 mg/l	< 0,01 mg/l

Constats :

Les dernières analyses ont été réalisées le 28 novembre 2024.

Les résultats ne sont pas conformes aux VLE sur les paramètres molybdène au niveau du bassin VHU/ferraille et sur la somme fer + aluminium au niveau du bassin carton.

Dépassement sur le molybdène

Rejet 1 : conforme

Rejet 2 : 0,32mg/l bassin ferraille

VLE : < 0,1mg/L

Dépassement sur la somme fer et Aluminium sur bassin carton

La concentration en fer s'établit à 5,7 mg/l et à 0,36 mg/l pour l'aluminium soit un total de 6,06mg/l pour une VLE < 5mg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

<p>Constats :</p> <p>L'outil Gidaf est en partie renseigné pour l'année 2024.</p> <p>Les résultats des 2 premières analyses PFAS sont reportées dans Gidaf (en dessous des seuils), mais la 3ème campagne PFAS n'est pas encore saisie. Les données du contrôle inopiné année 2024 ne sont pas renseignées.</p> <p>Par courrier daté 16/12/2024, l'exploitant a transmis les justificatifs des contrats signés pour les 3 prélèvements PFAS et le courrier du prestataire retenu expliquant le retard de la 3ème campagne pour les prélèvements et les analyses.</p> <p>Paprec devra transmettre les dernières analyses de la 3ème campagne de mesures PFAS. L'outil GIDAF devra être renseigné complètement (voir constat n°12).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Gestion des opérations d'oxydodécoupe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1.1 - Dispositions générales</p> <p>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à réduire la pollution de l'air à la source, limiter les émissions à l'atmosphère de fumées, poussières ou de gaz en quantités susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, aucune opération d'oxycoupage n'est effectuée. Depuis l'inspection précédente, aucune plainte sur les émissions de fumées n'a été signalée aux services de la Dreal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion d'opérations à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, découpage au chalumeau
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 7.3.2 de l'AP du 13 novembre 2012 Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables. Les découpages au chalumeau ne pourront être effectués à moins de huit mètres des dépôts de matières combustibles ou inflammables. Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones : <ul style="list-style-type: none">• de stockage de déchets dangereux,• de stockage des matières combustibles,• réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables. Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués. Les hauteurs de piles de bois, ferrailles et autres matériaux, ne devront pas présenter de gêne, notamment visuelle, pour le voisinage. Le terrain sur lequel sont réparties les piles de bois sera quadrillé par des chemins de largeur suffisante garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie. Le stockage se trouve à plus de 20 m de la limite légale du chemin de fer. Le poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif. On affichera près de l'appareil téléphonique du bureau et dans les ateliers le numéro d'appel du poste des sapeurs-pompiers le plus proche ainsi que les consignes à observer en cas d'incendie.
Constats : Pas de découpage de VHU le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plainte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 5.1.5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Envois
Prescription contrôlée : 5.1.5 Conception et exploitation des installations internes de traitement de déchets Les conditions de stockage des déchets, avant leur valorisation ou leur élimination, doivent permettre de limiter les risques d'incendie et les risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois de poussières et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés. Il est interdit de déposer des résidus sur les aires d'attente ou de circulation. Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation 5.1.6 . Transport des déchets Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche

ou d'un filet avant le départ de l'établissement.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté d'envols sur le site et aux alentours du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suivi PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, analyses PFAS
Prescription contrôlée : Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation I. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 9 mois (mars / avril/ mai 2024) soit avant le 28 mars 2024
Constats : La 1ère et 2ème campagne sur les PFAS ont été réalisées. Les premiers résultats (28 paramètres analysés) montrent l'absence de PFAS pour les 2 points de rejets. La saisie de la 3ème campagne sous Gidaf reste à faire. Il convient de prendre les dispositions organisationnelles et techniques pour se mettre en conformité sur la saisie GIDAF pour les 3 campagnes de mesure PFAS. (Les données des 2 premières campagnes sont à valider ou à transmettre par l'exploitant, et la 3e campagne reste à saisir). Par courrier daté du 17 décembre 2024, Paprec confirme avoir transmis la demande de mise à jour de GIDAF, à son service Environnement en charge du pilotage de ces analyses PFAS
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/11/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs d'extinction
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : arrêté du 13/11/12: art 7.5.3 ressources en eau et dispositif extinction L'établissement dispose a minima des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale de 400 m3 utilisable en tout temps et en

permanence,

- 3 poteaux d'incendie protégés contre le gel normalisés de 100 mm ou tout dispositif équivalent,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles,
- RIA hors gel dont émulseurs pour liquides inflammables
- un dispositif de détection d'incendie avec alarme au bâtiment DID et d'extinction automatique à poudre (cases toxiques)
- extincteur à poudre pour feux de métaux et grosse quantité de sable sec pour le stockage de piles lithium

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a transmis le justificatif du contrôle annuel de la borne incendie (entrée par la ferme, 72m³/h en date du 13/11/2024)

Les extincteurs et RIA ont été contrôlés en août 2024.

Un système de détection incendie sous forme de vidéosurveillance (17 caméras dont 3 dômes thermographiques) est en place.

L'exploitant devra justifier le bon dimensionnement des dispositifs de réserve d'eau compte tenu du stock de déchets non acceptés sur le site de Clermont-Ferrand et entreposés à Saint-Ours. Il est constaté la présence :

- d'une réserve d'eau de 300m³ à côté des déchets de bois,
- d'une cuve d'eau de 10m³ à côté du chalutage ferraille,
- de réserves souples avec lances incendie aux points les plus sensibles de l'installation : 2 réserves de 60 m³ (côté carton et côté ferrailles) ;

En ce qui concerne la protection incendie des déchets issus de la collecte sélective, actuellement, l'exploitant dispose d'une bâche de 60m³ et d'un poteau d'incendie situé à 150m. En séance, les services de l'inspection ont demandé de renforcer les moyens de lutte et défense incendie compte tenu du volume de déchets issus de la collecte sélective. L'ensemble est sous la surveillance d'une caméra infrarouge.

Par courrier daté du 15/12/2024, Paprec a transmis un bon de commande d'une réserve souple de 120m³ daté du 3/12/2024, pour renforcer les moyens de défense incendie à proximité du stock de déchets non-admissibles issus de la collecte sélective. La mise en place est prévue semaine 2 de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie

Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours
Constats : L'exploitant devra transmettre le plan de défense incendie aux services du SDIS du secteur. Selon l'exploitant, la mise à jour du plan ETARE sera réalisée avant le 31/03/2025
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective sous 3 mois

N° 15 : Exercice défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, formation et exercice
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats : L'exploitant a réalisé un exercice de démantèlement et incendie en date du 15/11/2024, avec les services du SDIS. Les axes d'amélioration sont : - installer des boîtes de registre de secours à l'extérieur (action corrective réalisée le 26/11/2024), - afficher les volumes de rétention des bassins (action corrective prévue avant fin 2024), - mettre à jour le plan ETARE (action corrective prévue avant le 31/03/2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Entreposage des batteries au lithium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I art 41
Thème(s) : Risques accidentels, entreposage
Prescription contrôlée : Entreposage. I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution II. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

<p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. (rédaction en gras supprimée à compter du 1er janvier 2026)</p> <p>« Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>« Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. » (2 alinéas ci-dessus applicables à compter du 1er janvier 2026)</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, trois batteries au lithium provenant de VHU sont stockées sur des palettes bois à l'intérieur d'un local. Une palette est à proximité d'un mur recouvert d'un bardage bois, matière combustible.</p> <p>Selon l'exploitant, on dénombre cinq batteries au lithium sur le site de regroupement des VHU.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, les batteries ont été mises dans un conteneur fermé et isolé de toutes matières inflammables. L'exploitant devra transmettre le justificatif de l'action corrective et les caractéristiques du conteneur.</p> <p>Par mail daté du 23 décembre 2024, Paprec a transmis une photographie du conteneur, sectorisé sur une zone à part.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les caractéristiques du conteneur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>